

RAPPORT ARTICLE 29 DE LA LOI ÉNERGIE-CLIMAT

Portant sur l'exercice clos au 31 décembre 2023



Table des matières

I.	DÉMARCHE GÉNÉRALE DU GROUPE PRÉVOIR	3
I.	Présentation résumée de la démarche générale de l'entité sur la prise en compte de critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance	3
II.	Périmètre de l'analyse ESG	4
III.	Classification SFDR des fonds	5
IV.	Analyse ESG du portefeuille d'émetteurs privés	5
a.	Méthodologie d'analyse	5
b.	Analyse ESG des émetteurs privés	6
c.	Investissements « durables » au sens du règlement SFDR	8
V.	Analyse ESG des émetteurs publics	13
a.	Méthodologie de l'analyse	13
b.	Résultats de l'analyse ESG des émetteurs publics	13
c.	Évaluation des risques physiques	14
II.	MOYENS INTERNES DÉPLOYÉS	15
I.	Présentation	15
II.	Moyens financiers	15
III.	Communication	16
III.	PRISE EN COMPTE DE CRITÈRES ESG AU NIVEAU DE LA GOUVERNANCE	16
IV.	STRATÉGIE D'ENGAGEMENT / DE VOTE	17
V.	ALIGNEMENT TAXONOMIE/PART DE COMBUSTIBLES FOSSILES	17
I.	Taxonomie européenne	17
II.	Combustibles fossiles et nucléaire	20
VI.	ALIGNEMENT AVEC L'ACCORD DE PARIS	20
I.	Méthodologie de prise en compte des émissions carbone	20
II.	Méthodologie de prise en compte des émissions économisées	21
III.	Résultats de l'analyse climat	22
VII.	ALIGNEMENT BIODIVERSITÉ	24
VIII.	PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES	25
IX.	PLAN D'AMÉLIORATION CONTINUE	27

I. DÉMARCHE GÉNÉRALE DU GROUPE PRÉVOIR

I. Présentation résumée de la démarche générale de l'entité sur la prise en compte de critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance

La responsabilité sociale et environnementale est inscrite dans l'ADN de PRÉVOIR. Convaincus depuis toujours que nous pouvons - et que nous devons - allier performance économique et responsabilité sociale, nous pensons notre rôle d'acteur économique dans la durée, nous voulons agir au quotidien en responsabilité, dans le respect de l'ensemble de nos parties prenantes.

Notre démarche RSE, inscrite au cœur de la stratégie du Groupe, est structurée aujourd'hui autour de quatre axes :

- être un assureur socialement responsable,
- être un employeur socialement responsable,
- être un investisseur responsable,
- être une entreprise respectueuse de l'environnement.

Le Groupe PRÉVOIR est un acteur financier important, notamment à travers les activités de la Société Centrale Prévoir, de la compagnie d'assurance Prévoir-Vie et de la société de gestion d'actifs, Prévoir Asset Management. Les critères ESG sont prises en compte dans toutes les activités du Groupe.

Les initiatives ESG du Groupe (essentiellement portées par Prévoir Asset Management) sont divisées en trois catégories distinctes :

1. Les actifs financiers

Les actifs financiers du Groupe PRÉVOIR sont gérés sous mandat par sa société de gestion, Prévoir Asset Management.

Investisseur avec une vision long terme, Prévoir Asset Management (AM) est convaincu que la prise en compte de critères ESG pertinents dans ses décisions d'investissements participe à la performance de ces actifs sur le long terme.

Fin 2021, Prévoir AM a adopté une charte ESG (politique d'exclusion, prises en comptes de critères ESG dans les choix d'investissements, ...) visant à renforcer années après années sa démarche d'investisseur responsable basée sur la sélection et l'accompagnement sur le long terme d'entreprises pérennes et créatrices de valeur.

En parallèle, Prévoir AM commercialise trois fonds, dont deux sont classés article 8 : ils représentent 8,65% de l'encours sous gestion, et 84,65% de l'encours OPC.

2. Le parc immobilier

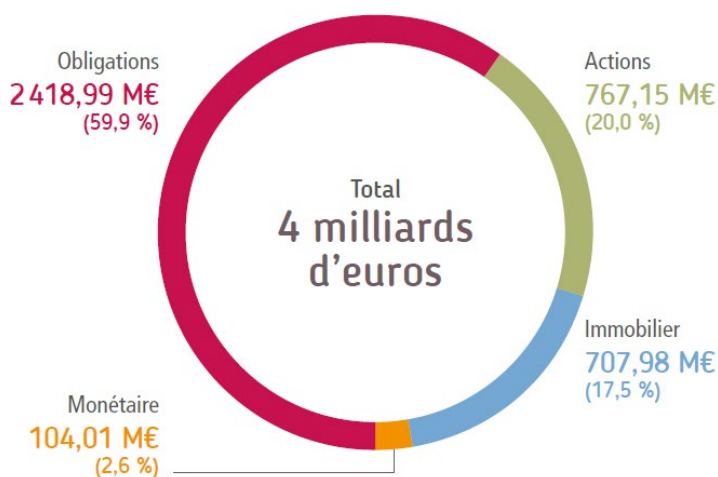
Dans les actifs du Groupe, nous comptons le parc immobilier composé de 68 immeubles, détenus en grande majorité par Prévoir-Vie, répartis essentiellement à Paris.

<p>856 total des lots (hors parkings), dont 504 lots d'habitation, 299 lots tertiaires, 53 lots Forêts/Vignes + 176 places de parking</p>	<p>66 000 m² surfaces de bureau (dont siège social) 35 000 m² surfaces d'habitation</p>	<p>68 immeubles 58 immeubles de rapport</p>	<p>10 immeubles d'exploitation 36,1 M€ total des loyers quittancés en 2023</p>
---	---	---	--

La rénovation du parc immobilier du Groupe Prévoir s’est accélérée ces dernières années afin de s’adapter au changement climatique en atténuant ces effets. A fin 2023, 33% du parc immobilier du Groupe a déjà été rénové. Nous adaptons notre programme de travaux en suivant des axes prioritaires : les rénovations lourdes, les ravalements et rénovations de couvertures, les rénovations d’équipements de chauffage, ventilation et climatisation, les rénovations d’appartements. Bien sûr, nous améliorons la performance énergétique des bâtiments en installant des équipements performants ainsi que des dispositifs de contrôle et de gestion active de ces équipements. Nous effectuons également entre 2 et 3 ravalements par an, et profitons de l’occasion pour étudier la pertinence du remplacement des menuiseries extérieures et de la couverture (renfort de l’isolation thermique).



Répartition des placements de Prévoir-Vie à fin 2023 (en valeur nette comptable)



3. Le métier assurantiel

Enfin, la compagnie d’assurance du Groupe, Prévoir-Vie commercialise deux produits d’épargne, Solution Retraite et Solution Épargne Vie, qui proposent des Unités de Compte (UC) « responsables ». Cela permet ainsi à ses clients d’être sensibilisés aux enjeux ESG (à travers le devoir de conseil), voire d’investir.

II. Périmètre de l’analyse ESG

Les données du présent rapport concernent uniquement les actifs financiers du Groupe Prévoir qui représentent un encours de 4,3 mds € au 31 décembre 2023 et couvrent 90 % de l’actif total sous gestion. Les données collectées en matière ESG sont soit des données réelles soit des données estimées, il n’a pas été possible de les distinguer.

Ce portefeuille global est composé d’obligations d’entreprises et d’obligations d’États, pour 46,9 %, d’actions pour 46,5 % et de fonds pour 6,7 %. Ces derniers, non-transparisés, sont traités dans la section 3 de ce chapitre.

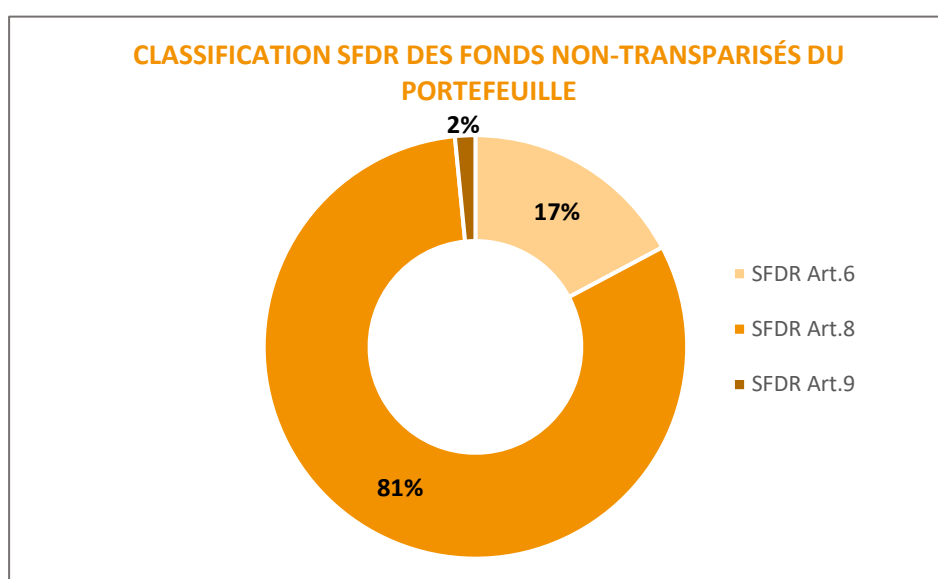
5,6 % du portefeuille n’a pas fait l’objet d’une analyse ESG du fait du manque de données disponibles sur ces émetteurs. Il s’agit majoritairement d’émetteurs obligataires pour lesquels les données en matière ESG ne sont pas disponibles ainsi que de fonds classés article 6.

L'analyse ESG du portefeuille est scindée en deux, avec d'une part l'analyse des émetteurs privés portant sur les actions et les obligations d'entreprises, et d'autre part l'analyse des émetteurs publics portant sur les obligations souveraines ainsi que les collectivités locales et assimilées.

Les notations ESG de chaque émetteur privé ou public proviennent de Dôm Finance, MSCI, 2023. Les notations utilisées dans ce cadre sont des notations *best-in-class*, ajustées par industrie. Cette méthodologie permet d'éviter les biais sectoriels causés par des impacts négatifs de certaines industries comme pour le secteur du transport (transport aérien, fret maritime, transport routier, etc.) par exemple.

III. Classification SFDR des fonds

La classification SFDR des fonds non-transparisés dans le portefeuille est la suivante :



IV. Analyse ESG du portefeuille d'émetteurs privés

Cette section rend compte de l'analyse ESG des émetteurs privés uniquement (actions et obligations d'entreprise) représentant **85% pour 2023** du portefeuille global contre 80% en 2022.

a. Méthodologie d'analyse

La méthodologie Dôm Finance, MSCI, 2023 consiste à déterminer 2 à 5 critères ESG parmi ceux qui sont le plus susceptibles d'impacter la performance des entreprises au sein de leur secteur d'appartenance, avec une matérialité effective sur chacun des 157 sous-secteur de la classification GICS :

PILIER ENVIRONNEMENT				PILIER SOCIAL				PILIER GOUVERNANCE	
Changement de Climat	Capital Naturel	Pollution et déchets	Opportunités environnementales	Capital Humain	Responsabilité des produits	Opposition des parties prenantes	Opportunités sociales	Gouvernance d'entreprise	Comportement d'entreprise
Emissions Carbone	Stress Hydrique	Emissions toxiques et déchets	Technologie propre	Management du travail	Sécurité et qualité des produits	Approvisionnement controversé	Accès à la communication	Conseil d'administration	Ethique des affaires
Empreinte carbone du produit	Biodiversité et utilisation des terres	Solutions d'emballage et déchets	Bâtiment vert	Santé et sécurité	Sécurité chimique		Accès à la finance	Rémunération	Pratiques anti compétitives
Financement de l'impact environnemental	Approvisionnement en matières Teres	Déchets électroniques	Energie renouvelable	Développement du capital humain	Sécurité des produits financiers		Accès soins de santé	Possession	Instabilité et corruption
Vulnérabilité liée au changement climatique				Normes de travail de la chaîne d'appro.	Confidentialité et sécurité des données		Opportunités en nutrition et santé	Comptabilité	Instabilité du système de financement
					Investissement responsable				Transparence des taxes
					Assurer le risque sanitaire et démographique.				

Seule la gouvernance – composée de quatre indicateurs concernant la structure du capital, la structure du conseil d’administration, les rémunérations et la comptabilité (signalés en bleu dans le tableau ci-dessus) – est étudiée de la même manière tous secteurs confondus.

Une fois compilées, les données des trois piliers E, S et G permettent de calculer 3 notes différemment pondérées sur base de la matérialité GICS élaborée par MSCI. La somme pondérée de ces trois notes donne l’évaluation ESG de chaque émetteur.

En fonction de cette notation ESG sur 10 points, les émetteurs privés sont classés de AAA à CCC, du meilleur au moins bon élève de la manière suivante :

ÉVALUATION ESG	LEADER / RETARDAIRE	NOTATION ESG
AAA	LEADER	8,57 - 10,0
AA	LEADER	7,14 - 8,57
A	CONFORME	5,71 - 7,14
BBB	CONFORME	4,29 - 5,71
BB	CONFORME	2,86 - 4,29
B	RETARDAIRE	1,43 - 2,86
CCC	RETARDAIRE	0 - 1,43

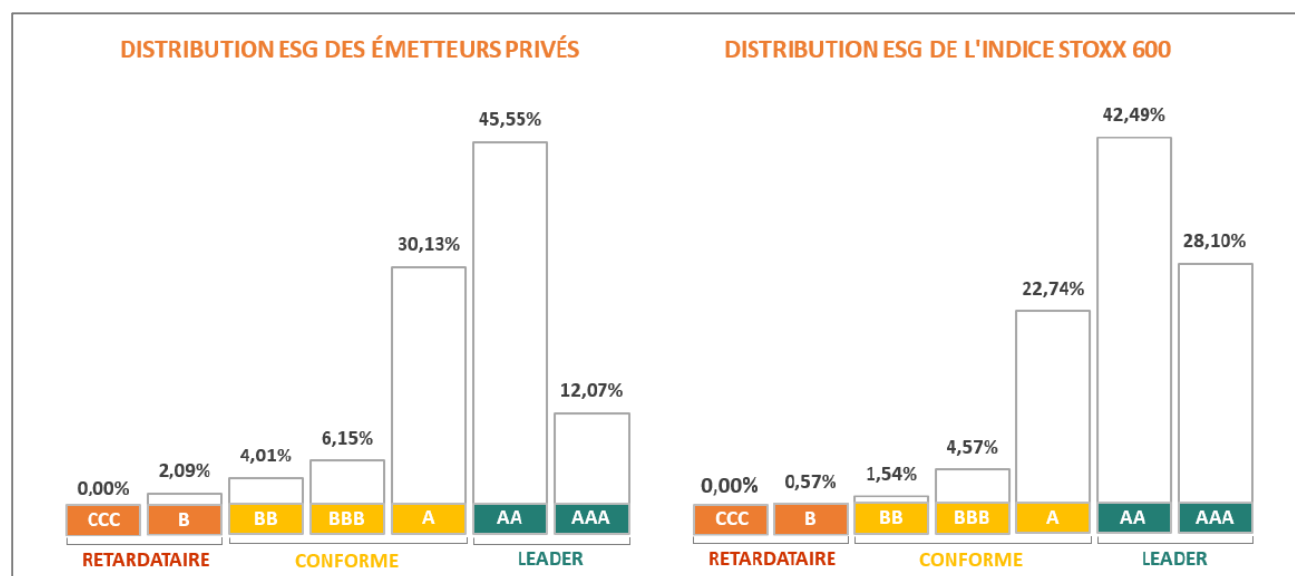
D'un point de vue méthodologique, l'écart de notation entre chaque catégorie est de 1,43 point, la somme totale des sept classes étant égale à 10. L'objectif de cette classification est de faciliter la compréhension de la répartition ESG du portefeuille.

b. Analyse ESG des émetteurs privés

Le portefeuille d’émetteurs privés représente 82% (47% actions et 35% obligations) du portefeuille global, il est comparé à l’indice STOXX 600 composé des six cents entreprises européennes les plus importantes. Le taux de couverture de l’analyse ESG sur cet indice de comparaison est de 100%. Le portefeuille d’émetteurs privés présente de son côté un taux de couverture de 96%. Les résultats de l’analyse ESG du portefeuille et de son indice de comparaison sont les suivants :

Portefeuille émetteurs privés :	AA	Indice STOXX 600 :	AA
Score ESG :	7,25 / 10	Score ESG :	7,80 / 10
Taux de couverture :	95,2%	Taux de couverture :	99,9%

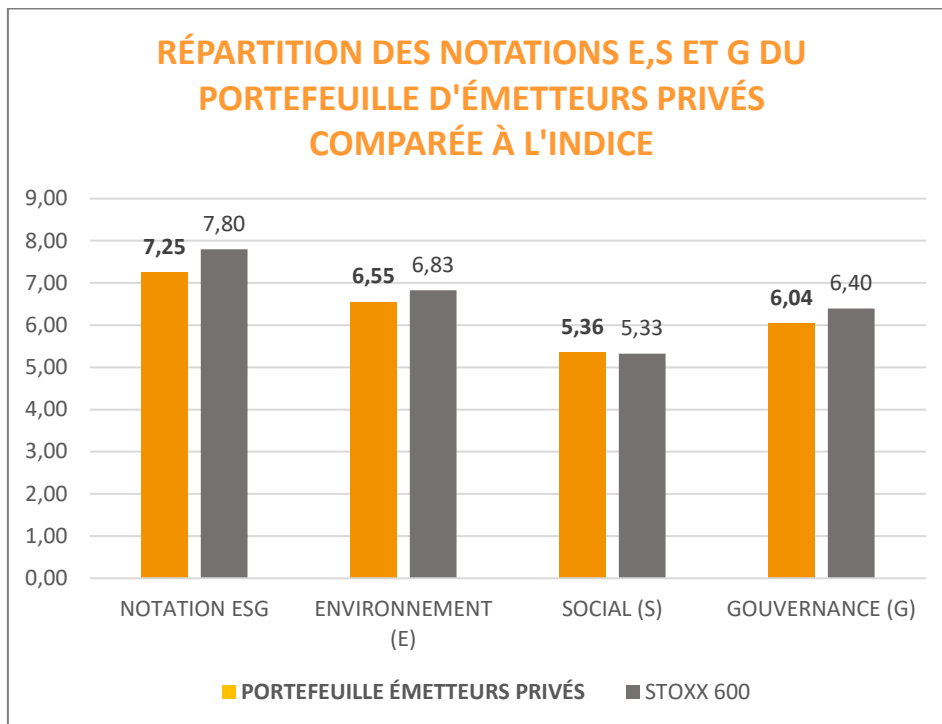
Le portefeuille ainsi que l'indice de comparaison sont tous deux notés AA et dans la catégorie leader en matière ESG.



L'indice de référence regroupe 600 sociétés représentant les capitalisations européennes les plus importantes. L'indice de référence est très concentré, avec 25% des émetteurs représentant 75% du poids de l'indice. Ces valeurs sont bien notées sur le plan extra-financier.

Notons que plus de 57,6 % des émetteurs du portefeuille sont dans la catégorie leader selon la notation ESG.

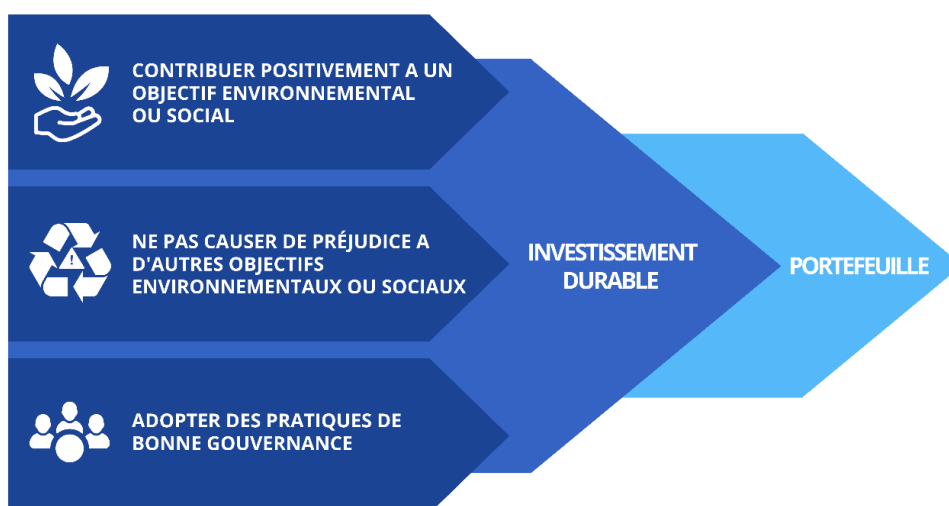
Les notations ESG sont réparties de la manière suivante sur les piliers environnementaux, sociaux et de gouvernance :



c. Investissements « durables » au sens du règlement SFDR

Le règlement SFDR définit un « investissement durable » comme étant un investissement :

- Dans une activité économique qui contribue de manière positive à un objectif environnemental ou social ;
- Sans causer de préjudice significatif à d'autres objectifs environnementaux ou sociaux ;
- Et dans une entreprise qui applique de bonnes pratiques de gouvernance, selon le schéma suivant.



1. Contribution environnementale ou sociale positive

Le règlement SFDR ne proposant pas de liste exhaustive d'objectifs environnementaux et sociaux, trois critères de contribution positive ont été pris en considération :

L'entreprise contribue-t-elle à des activités économiques positives sur le plan social ou environnemental ?

Les entreprises générant au moins 20 % de leur chiffre d'affaires avec des produits ou des services visant un ou plusieurs objectifs sociaux ou environnementaux répondent à ces besoins environnementaux ou sociétaux.

L'entreprise contribue-t-elle à la transition climatique ?

Les entreprises ayant publié un engagement SBTi d'alignement sur l'accord de Paris contribuent à la transition climatique.

L'entreprise contribue-t-elle positivement à l'égalité du capital humain par la promotion et la diversité de son leadership et de sa force de travail ?

Les émetteurs qui ont dans leur conseil d'administration plus de 40% d'administrateurs de sexe féminin et qui n'ont pas fait l'objet de controverses graves au cours des trois dernières années, sur des sujets liés à la discrimination, contribuent à la promotion de la diversité.

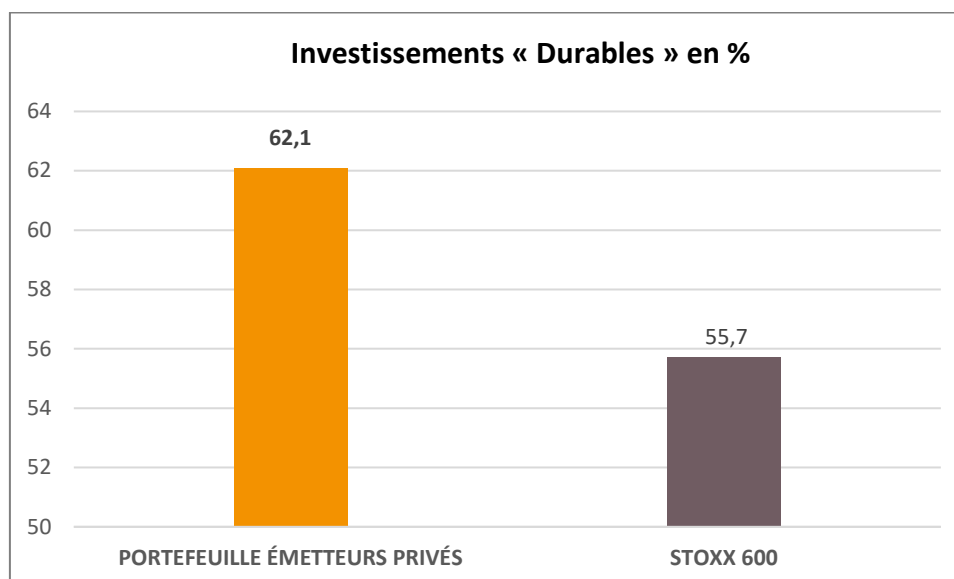
2. Ne pas causer de préjudice significatif ou « *Do Not Significant Harm* » (DNSH)

Pour élaborer une grille de référence pour les DNSH, il est recommandé d'utiliser des paramètres objectifs communément référencés dans les normes et modèles réglementaires. Conformément à la Charte ESG se Prévoir Asset Management, sont exclues les entreprises impliquées dans le charbon thermique si cette activité représente plus de 25% du CA, la production de tabac, les armements controversés et celles qui présentent des controverses jugées « sévères » et « très sévères ».

3. Bonne gouvernance

Une évaluation ESG minimale de BB est requise pour intégrer la catégorie des investissements durables.

La synthèse de ces trois critères permet d'obtenir une évaluation des investissements durables du portefeuille comparée à l'indice :



d. Indicateurs d'incidences négatives (PAI)

Conformément à l'article 4 du Règlement (UE) 2019/2088, l'objectif de cette section est de renforcer la transparence sur les incidences négatives en matière de durabilité.

Qu'est-ce qu'une incidence négative ?

Il s'agit des incidences des décisions d'investissement qui entraînent des effets négatifs, importants ou susceptibles de l'être, sur les facteurs de durabilité.

Les principales incidences négatives en matière de durabilité reprennent la thématique environnementale, notamment celle du climat et la thématique sociale au travers des ressources humaines et des droits humains.

Celles-ci ont été énumérées par la Commission Européenne dans le Règlement (UE) 2022/1288. Les indicateurs numérotés de 1 à 16 notés dans le tableau ci-dessous sont les indicateurs obligatoires du tableau 1 de l'annexe I du Règlement (UE) 2022/1288.

Trois autres indicateurs ont été sélectionnés parmi le tableau 2 de l'annexe I du Règlement (UE) 2022/1288.

Les 16 facteurs d'incidences négatives ne sont pas pris en compte de manière indépendante lors de la décision d'investissement. Selon le secteur d'activité d'un émetteur, certaines de ces incidences peuvent être retenues, puis intégrées à l'évaluation ESG finale de l'émetteur.

La prise en compte de chaque incidence négative diffère selon les quatre éventualités suivantes :

- Aucune prise en compte ;
- Prise en compte dans le DNSH ;
- Prise en compte dans la politique d'exclusion ;
- Prise en compte dans la notation ESG.

Pour rappel, le DNSH – acronyme de « *Do Not Significant Harm* » – établit le principe d'un investissement à ne pas causer de préjudice significatif à d'autres objectifs environnementaux ou sociaux.

La prise en compte de la politique d'exclusion, normative et sectorielle, détaillée dans la Charte ESG de Prévoir AM, s'applique à l'ensemble de la gestion (fonds et mandats).

Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs privés			
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence année 2023	
Climat et Environnement			
Émissions de gaz à effet de serre	1. Emissions de Gaz à Effet de Serre (GES)	Émissions de GES de niveau 1 (t CO2 / € investis)	289 366
		Émissions de GES de niveau 2 (t CO2 / € investis)	105 828
		Émissions de GES de niveau 3 (t CO2 / € investis)	2 164 935
		Émissions totales de GES sur les trois niveaux d'émission	2 560 128
	2. Empreinte carbone	Empreinte carbone (t CO2 / M € investis)	861
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES (scope 1,2,3) en t CO2 / M € CA	1 220
4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	3,9%	
5. Part de la consommation et de la production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie	64%	
6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	0,78	
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	9,6%
Eau	8. Rejet dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	0,00
Déchets	9. Déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	1,7
	PAI additionnel : Déchets non recyclés	Tonnes de rejets non recyclés produits par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	45,7

Social, Ressources Humains, Respect des droits dont droits humains			
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité		Élément de mesure	Incidences année 2023
Les questions sociales et de personnel	10. Violation du Pacte Mondial des Nations Unies et des Principes directeurs de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	0%
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations	4%
	12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	11%
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	41%
	14. Expositions aux armements controversés (mines antipersonnel, armes à sous- munitions, armes chimiques et armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	0,0%
	PAI Social additionnel : Exclusion tabac	Part d'investissement dans des sociétés appartenant au secteur (production et vente) en % du revenu	0,0%
Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains ou supranationaux			
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité		Élément de mesure	Incidences année 2023
Environnement	15. Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement (t CO2 / M € PIB)	224,87
Social	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national.	0,0%
Additionnel	PAI additionnel : Score moyen en matière d'inégalités de revenus	Répartition des revenus et inégalités économiques entre les participants à une économie donnée de 0 à, 0 étant l'égalité parfaite.	3,291

A noter que la méthode d'évaluation des PAI a légèrement varié par rapport à l'année dernière. Aussi, nous n'indiquons les valeurs des années précédentes.

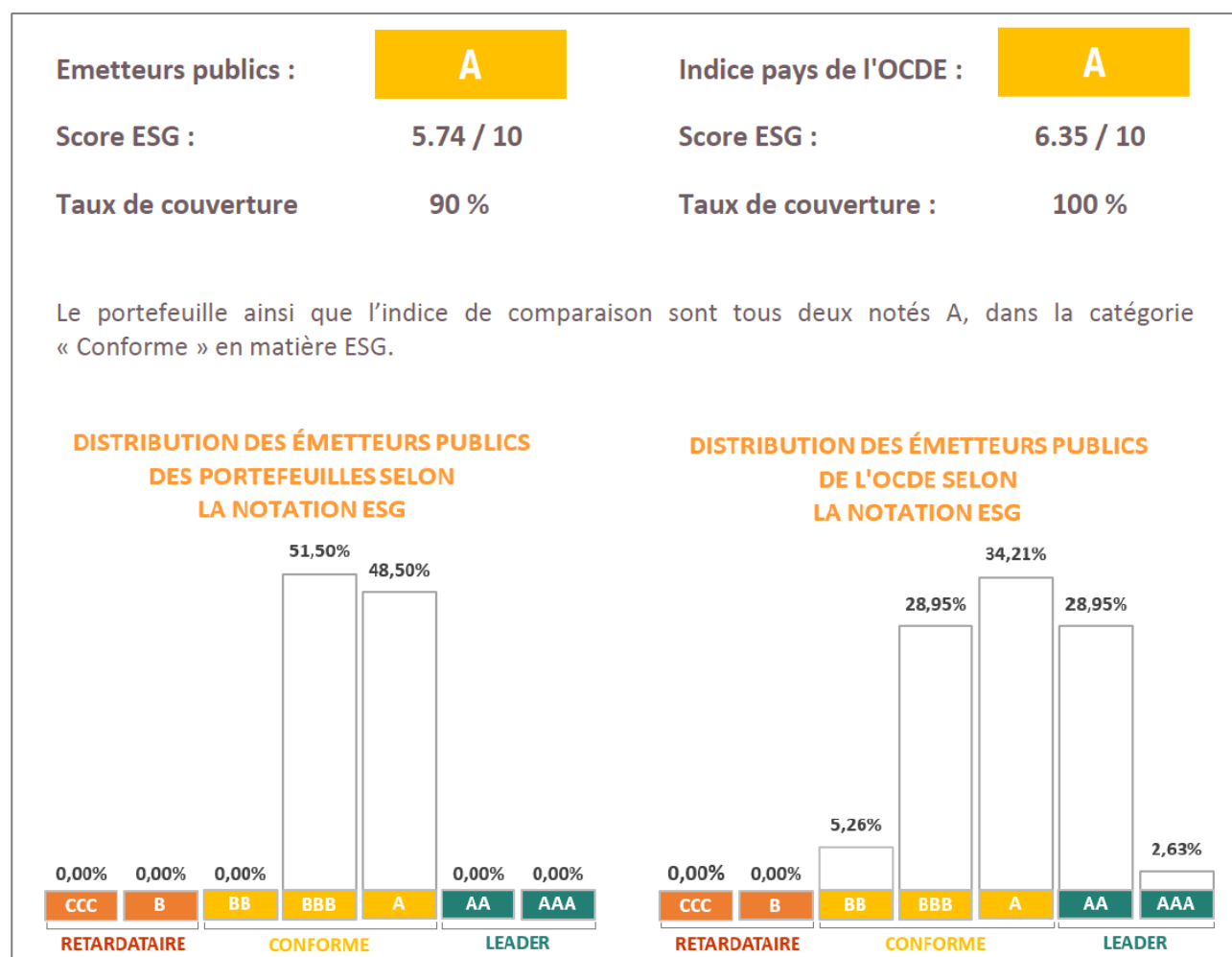
V. Analyse ESG des émetteurs publics

Cette section rend compte de l'analyse ESG des émetteurs publics uniquement (obligations souveraines et collectivités locales) représentant près de 8% en 2023 du portefeuille global.

a. Méthodologie de l'analyse

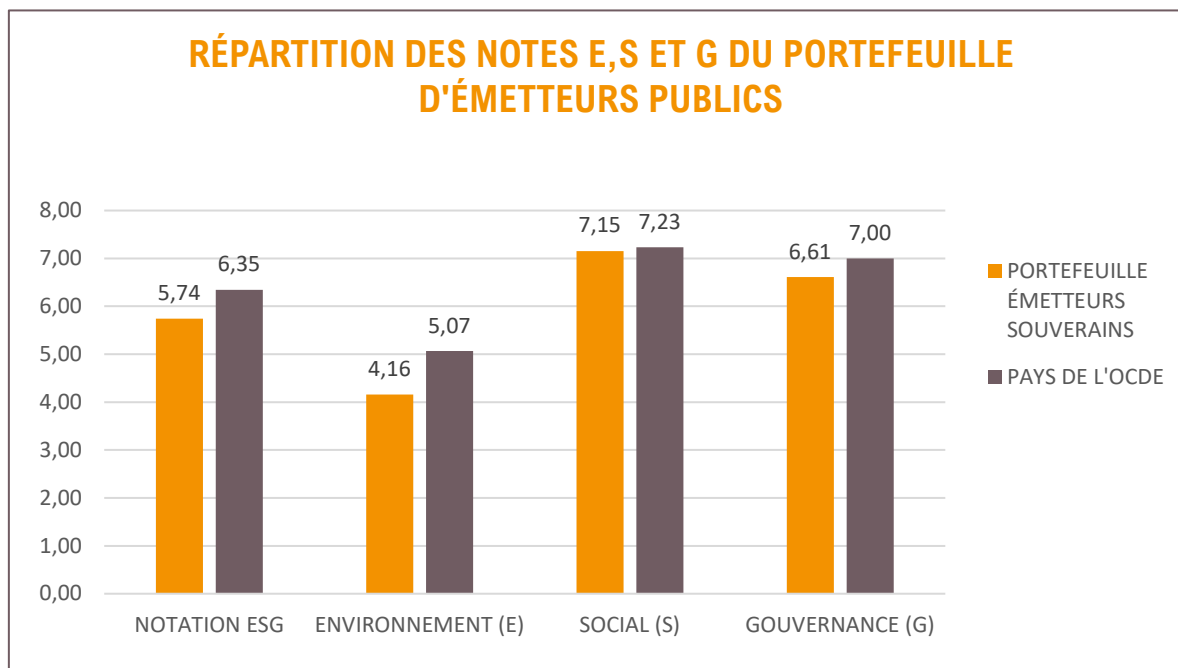
Le portefeuille souverain est comparé à la moyenne des notes ESG des 38 pays de l'OCDE. Cet indicateur de comparaison est constitué d'une majorité de pays développés.

b. Résultats de l'analyse ESG des émetteurs publics



La distribution des notations des émetteurs détenus en portefeuilles est concentrée à 100% sur des émetteurs souverains ayant une notation ESG allant de 4,29 à 7,14/10, soit dans la catégorie A « conforme ».

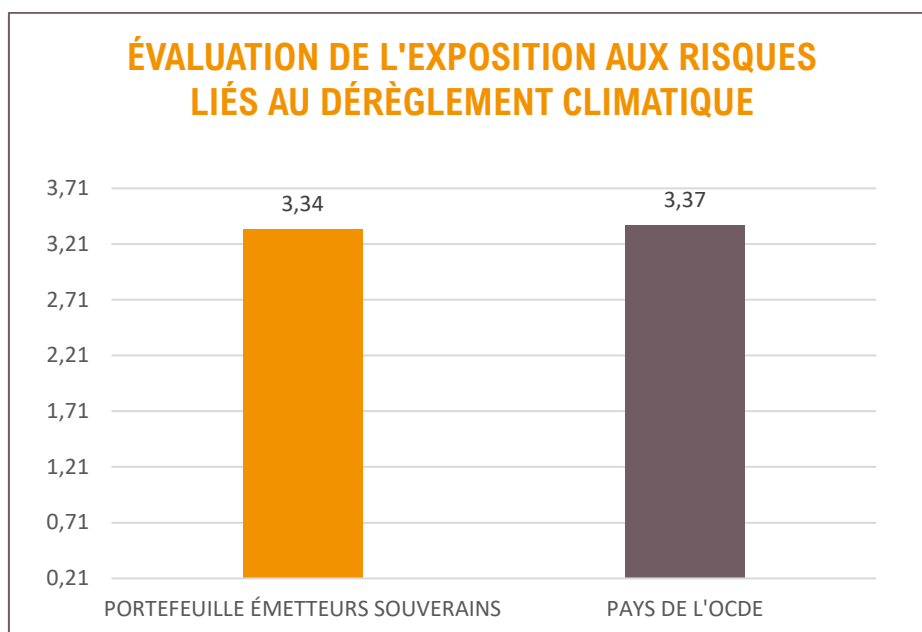
Les notations ESG se répartissent de la manière suivante :



c. Évaluation des risques physiques

L'analyse de l'exposition du risque de vulnérabilité et d'externalités négatives retranscrit les risques climatiques d'une zone géographique face au réchauffement climatique. Les données sont fournies par Dôm Finance, MSCI, 2023.

L'évaluation de l'exposition aux risques liés au dérèglement climatique est notée sur une échelle allant de zéro à dix, plus le chiffre est petit, moins l'Etat est exposé aux risques liés au changement climatique. Le portefeuille d'émetteurs souverains a sensiblement la même exposition aux risques liés au dérèglement climatique que l'indice de référence.



Les émetteurs souverains du portefeuille et les pays de l'OCDE sont constitués de pays occidentaux faiblement exposés à des catastrophes naturelles et où le climat est majoritairement tempéré.

II. MOYENS INTERNES DÉPLOYÉS

I. Présentation

Dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche ESG du Groupe Prévoir, plusieurs actions ont été réalisées en 2023.

Au niveau du Groupe, une personne, dont la fonction a été officialisée en janvier 2023 au niveau de la Société Centrale Prévoir et de la compagnie d'assurance Prévoir-Vie, est en charge, à 70%, de coordonner les sujets extra-financiers du Groupe. Une personne l'accompagne dans sa mission sur les sujets RSE depuis septembre 2023 (à 80%).

A l'aune de la nouvelle réglementation, la CSRD, l'année 2023 a été en grande partie consacrée à effectuer de la veille sur la nouvelle directive (abonnement presse spécialisée et suivi de nombreux séminaires animés par des auditeurs notamment) et de la sensibilisation des instances de gouvernance et personnes contributrices au rapport de durabilité.

Les administrateurs de la Société Centrale Prévoir, de Prévoir-Vie ainsi que le comité de direction de Prévoir-Vie ont ainsi bénéficié d'une formation sur les enjeux ESG avec la nouvelle réglementation.

Par ailleurs, fin 2023, Prévoir-Vie a fait appel à un cabinet extérieur, le cabinet Tenzing, pour les accompagner dans la réalisation de la matrice de double-matérialité de cette entité, première à être concernée par la nouvelle directive (exercice 2024). La consultation des différentes parties prenantes pour la réalisation de la matrice de double matérialité vient challenger la stratégie ESG.

La politique ESG du Groupe est largement portée par l'équipe de Prévoir Asset Management qui compte 2 gérants ayant passé la certification CESGA (*Certified ESG Analyst*). La Société de Gestion a adopté une charte ESG, elle a été signée par l'ensemble des collaborateurs et dirigeants de la société qui ont pour mission d'appliquer et d'animer la démarche ESG. Au cours de l'année 2023, la charte ESG a été mise à jour. Afin d'intégrer les enjeux ESG dans sa gestion et dans le but de faire progresser sa démarche d'investisseur responsable, Prévoir AM s'est en outre doté d'un référent ESG dont la mission est de faire remonter et d'inscrire les sujets ESG dans les réunions de gestion. Le référent ESG travaille en étroite collaboration avec les analystes et les gérants de Prévoir AM afin d'assister les équipes dans la montée en puissance de leurs compétences ESG.

Les moyens humains dédiés à la bonne application de la stratégie extra-financière au niveau du Groupe sont évalués à 3 ETP et en particulier, pour la société de gestion sont évalués à 1,5 ETP sur 12 ETP, en interne. Par ailleurs, la société a recours à un conseil externe spécialisé sur l'ESG.

Une réflexion est en cours sur le renforcement des moyens alloués, la sélection et la qualité des données et la poursuite des efforts de formation.

II. Moyens financiers

Les moyens financiers pour appliquer la stratégie ESG du Groupe sont essentiellement concentrés sur notre société de gestion.

Prévoir AM mobilise d'importants moyens financiers pour la prise en compte des enjeux extra-financiers. Les ressources financières dédiées à l'ESG sont estimées à 250 000€, et comprennent :

- L'abonnement aux bases de données
- L'abonnement à un proxy de vote en Assemblées Générales ;

- Les frais de personnel ;
- Les frais de conseil.

Les données ESG utilisées en interne proviennent de Bloomberg, de Proxinvest, des DPEF, ainsi que des données publiques mises à disposition par un certain nombre d'ONG ou de prestataires (par exemple : SBTi, Global Coal Exit List, fournie par l'Organisation Non Gouvernementale allemande Urgewald ...).

A cela s'ajoute un abonnement de veille RSE faite au niveau du Groupe et l'accompagnement du cabinet Tenzing pour l'année 2023 pour Prévoir-Vie.

Ainsi, au global, on estime à 300 000 € les moyens financiers consacrés aux enjeux ESG pour le Groupe.

III. Communication

Dans un souci d'acculturation et sensibilisation, différentes actions sont menées au sein du Groupe PREVOIR, en particulier auprès des collaborateurs de Prévoir-Vie pour leur faire prendre conscience des enjeux ESG dans la société en général et dans nos activités en particulier. Ainsi, à l'occasion de la semaine de la Finance responsable (début octobre 2023), un webinaire a été proposé à l'ensemble des collaborateurs de la compagnie d'assurance pour leur expliquer comment Prévoir Asset Management prenait en compte les critères ESG dans ses activités, notamment pour la gestion sous mandat.

III. PRISE EN COMPTE DE CRITÈRES ESG AU NIVEAU DE LA GOUVERNANCE

Les instances de gouvernance de la Société Centrale Prévoir (SCP) et de Prévoir-Vie sont soucieuses de la prise en compte des enjeux ESG dans leurs décisions.

L'ensemble des administrateurs (SCP et Prévoir-Vie) et du comité de direction de Prévoir-Vie ont ainsi été formés à la nouvelle réglementation ESG (la *Corporate Sustainability reporting Directive*) courant 2023. Les sujets RSE sont plus spécifiquement suivis par le comité issu du Conseil en charge des sujets sociaux et de reportings extra-financiers, le COREM/RSE qui compte 4 membres dont une personne spécialisée dans les sujets ESG.

A noter que les organes de gouvernance du Groupe, s'ils n'évoquent pas explicitement pour le moment de critères ESG dans le règlement interne du Conseil d'administration, présentent une proportion de membres indépendants satisfaisante avec 1/3 d'administrateurs indépendants (conformes aux statuts de la holding financière). De plus le taux de féminisation au niveau de la gouvernance globale du Groupe est de 50%.

Par ailleurs, les sujets ESG font parties des éléments constitutifs de l'enveloppe de la rémunération variable du Comité de direction de Prévoir-Vie. Ainsi, tous les membres du Comité de direction sont incités à faire avancer dans leurs métiers respectifs la prise en compte des enjeux ESG.

IV. STRATÉGIE D'ENGAGEMENT / DE VOTE

En tant que mandataire exclusif des actifs financiers de Prévoir-Vie et de la Société Centrale Prévoir, Prévoir AM incarne la stratégie d'engagement et de vote du Groupe PRÉVOIR.

En tant que partenaire stratégique de long terme, Prévoir AM a vocation à accompagner dans la durée les entreprises en portefeuille. Pour ce faire la société a mis en place une démarche d'engagement reposant sur deux piliers : une politique de vote en Assemblée Générale et une politique de dialogue avec les émetteurs.

Politique de vote

Prévoir AM a formalisé une politique de vote aux assemblées générales qui vient détailler les modalités et les cas d'exercice des droits de vote. Cette politique est complétée par les recommandations de résolutions en Assemblée Générale émises par Proxinvest. La politique de vote a été mise à jour en février 2024. Un rapport sur la politique de vote est effectué chaque année, il est disponible sur le site internet de la société.

Dialogue avec les émetteurs

Doté d'un esprit entrepreneurial, Prévoir AM accorde une place importante au dialogue avec les entreprises investies et entend entretenir une relation privilégiée avec leur direction. Ainsi, les collaborateurs de Prévoir AM rencontrent-ils régulièrement les entreprises afin d'aborder non seulement les aspects stratégiques et financiers, mais aussi les enjeux ESG identifiés comme matériels pour l'entreprise. L'ensemble de l'univers couvert par les gérants est concerné.

La part en pourcentage des entreprises concernées par un dialogue sur les thématiques ESG couverte n'est pas disponible pour le moment. Un reporting a été mis en place fin 2023, il est opérationnel pour l'exercice 2024.

V. ALIGNEMENT TAXONOMIE/PART DE COMBUSTIBLES FOSSILES

I. Taxonomie européenne

Le règlement européen "Taxonomie", ou Règlement (UE) 2020/852 adopté en 2020, établit une classification des activités économiques en utilisant des critères scientifiques pour aider les investisseurs à identifier les activités « vertes ». Pour être éligible à la taxonomie européenne, une entreprise doit répondre à l'un des six objectifs environnementaux établis par le règlement taxonomie, notamment :

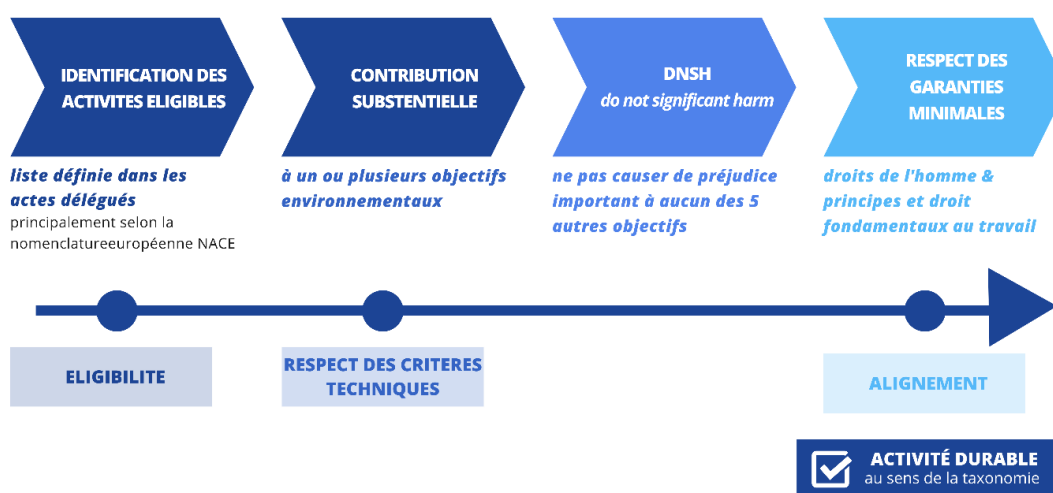
- L'atténuation du changement climatique,
- La protection des ressources aquatiques et marines,
- La prévention de la pollution,
- L'adaptation au changement climatique,
- La transition vers une économie circulaire,
- La protection de la biodiversité et des écosystèmes.

Toutes les activités économiques ne sont pas encore couvertes par la Taxonomie européenne : 90 activités économiques qui représentent environ 80% des émissions directes de CO₂ de l'Union Européenne sont couvertes par la Taxonomie européenne.

Cette liste tend à s'étoffer et à couvrir de plus en plus d'activités économiques à mesure que de nouveaux secteurs impactant pour le climat et l'environnement sont ajoutés.

Toutefois, une activité « éligible » n'est pas forcément « verte ». Pour être réellement durable sur le plan de la Taxonomie européenne, une activité doit être « alignée » sur la Taxonomie, c'est-à-dire qu'elle doit respecter les trois conditions suivantes :

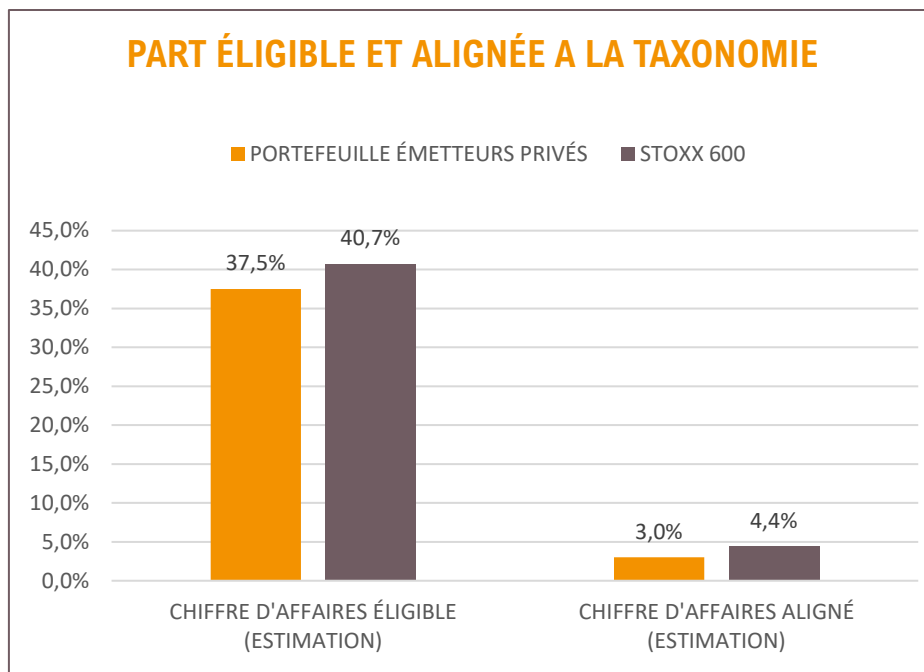
- Contribuer de manière significative à l'un des 6 objectifs environnementaux listés plus haut (concept d'éligibilité) ;
- Ne pas avoir causé de préjudice significatif aux 5 autres objectifs climatiques et environnementaux, autrement dit en anglais « *Do not significant harm* » (DNSH) ;
- Respecter des garanties minimales sociales telles que les droits humains.



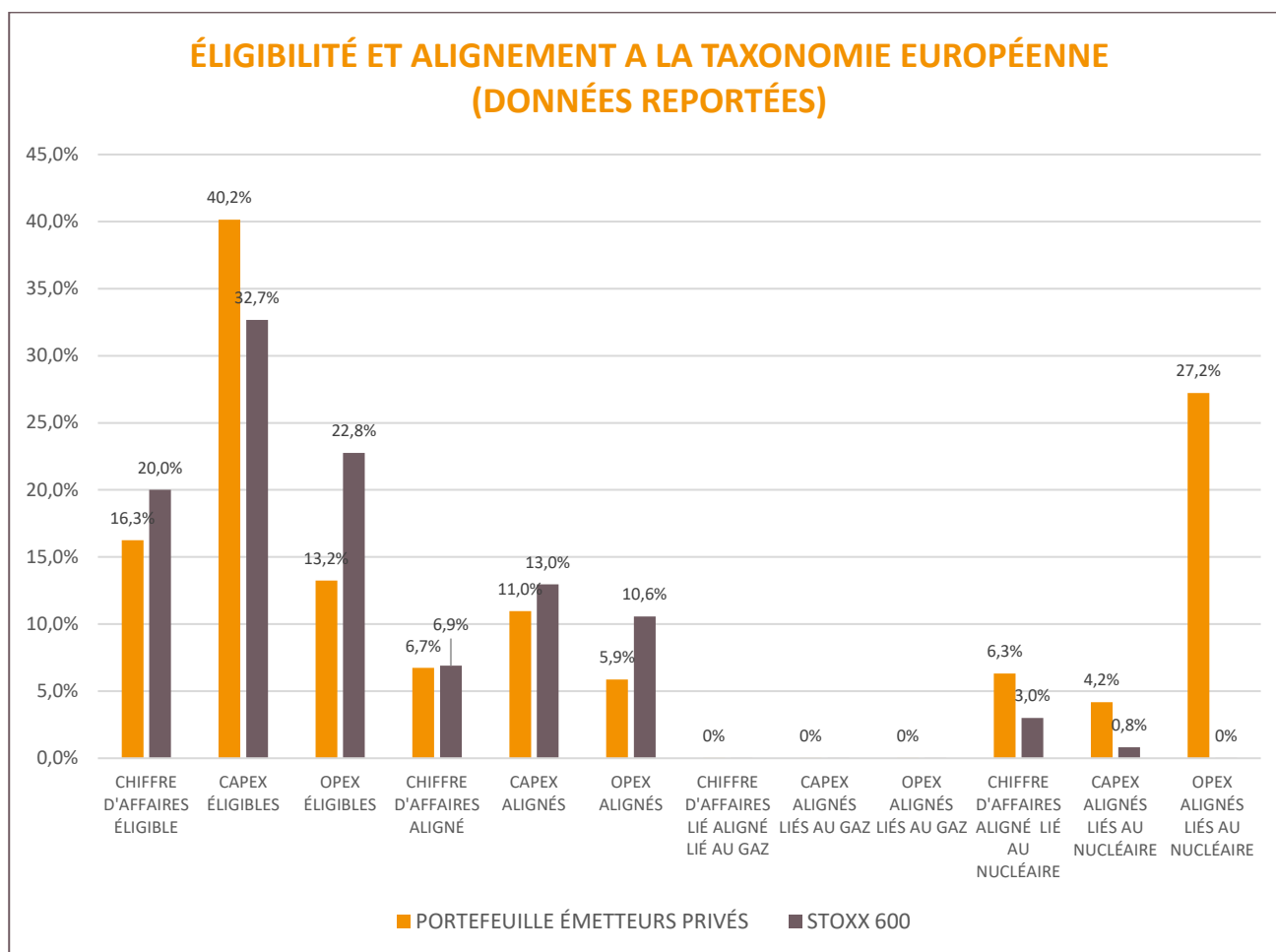
Si une activité respecte ces trois conditions précédentes, alors elle est dite « alignée » à la Taxonomie européenne. Cette activité représente alors la « part verte » d'un portefeuille.

Il est important de noter, que la définition d'investissement « durable » au sens du règlement SFDR est différente de la notion d'investissement « durable » sur le plan du règlement Taxonomie. Un produit financier conforme à l'article 9 du règlement SFDR pourrait être composé à 100% d'investissements « durables », mais n'effectuer aucun investissement dans des activités alignées sur la Taxonomie européenne.

Sur les données estimées, la part éligible et celle alignée à la Taxonomie européenne du portefeuille se répartissent de la manière suivante :



Sur les données reportées par les entreprises, la part alignée à la Taxonomie est la suivante :



II. Combustibles fossiles et nucléaire

La part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles est de 3,9%.

VI. ALIGNEMENT AVEC L'ACCORD DE PARIS

L'analyse Climat de chaque émetteur rend compte de l'incidence positive ou négative d'une entreprise sur l'environnement. Carbon4 Finance, société française, fournit des données (émissions carbone scope 1, 2, 3 et émissions économisées) couvrant à la fois les risques physiques causés par le réchauffement climatique et les risques de transition supportés par les actifs.

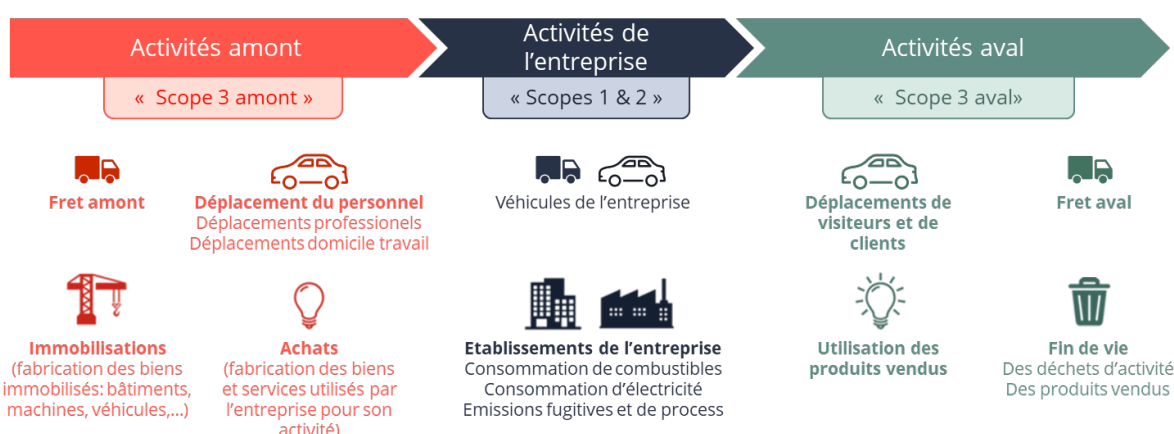
I. Méthodologie de prise en compte des émissions carbone

Les émissions induites regroupant les scopes 1, 2 et 3 se décomposent de la manière suivante.

Le scope 1 reflète les émissions dégagées par l'activité normale de l'entreprise.

Les émissions scope 2 découlent des émissions réalisées ultérieurement lors de la production de l'énergie consommée par l'entreprise. L'utilisation d'énergie nécessite d'abord son extraction, sa production puis son acheminement. Ce cycle désigne ainsi le scope 2.

Enfin, le scope 3 qui est souvent difficile à calculer prend en compte toutes les émissions de la chaîne de valeur en amont, tels que les fournisseurs, mais également toutes les émissions liées à l'utilisation et au cycle de vie du produit. Le scope 3 représente près de 98% des émissions induites chez un constructeur automobile, il est donc indispensable de le prendre en compte.



Source : CIA Database, Carbon4 Finance, 2023.

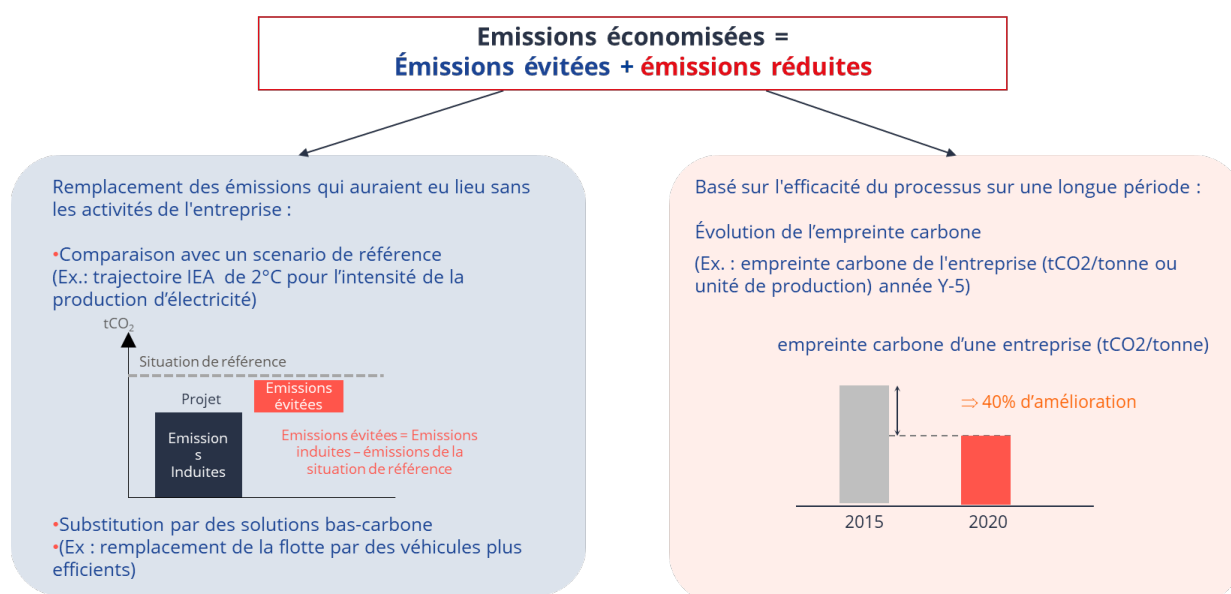
Indépendamment des scopes 1, 2 et 3, les émissions économisées permettent d'orienter les investissements vers des solutions contribuant à la transition vers une économie bas carbone. Elles sont calculées de manière

indépendante et sont composées des émissions évitées et des émissions réduites. Les émissions évitées quant à elles estiment les émissions qu'un produit n'émet pas durant son cycle de vie.

L'utilisation d'une voiture électrique n'émet pas de carbone (scope 3 aval), tandis que l'utilisation d'une voiture thermique émet x grammes de carbone au kilomètre. La différence entre les deux permet d'estimer les émissions évitées. Les émissions réduites évaluent la réduction moyenne de l'empreinte carbone d'une entreprise sur une période de cinq ans.

II. Méthodologie de prise en compte des émissions économisées

Les émissions économisées permettent d'orienter les investissements vers des solutions pour la transition vers une économie bas-carbone.



Source : CIA Database, Carbon4 Finance, 2023.

Pour simplifier, plus les émissions induites (scope 1, 2 et 3) sont importantes, plus l'entreprise a un impact négatif sur le climat ; et plus les émissions économisées sont importantes (toujours comptabilisées de manière négative) plus l'entreprise propose des solutions pour la transition énergétique et climatique.

Le calcul du ratio entre les émissions économisées et les émissions induites – Carbon Impact ratio – permet de rendre compte de la contribution d'une entreprise à la transition climatique.

$$\text{Carbon Impact Ratio (CIR)} = \frac{\text{Emissions économisées}}{\text{Emissions induites}}$$

Les scénarii de référence permettent d'évaluer l'alignement climatique des portefeuilles aux objectifs de la COP 21. Cet alignement est basé sur une échelle de notes globales moyennes des constituants sous-jacents.

III. Résultats de l'analyse climat

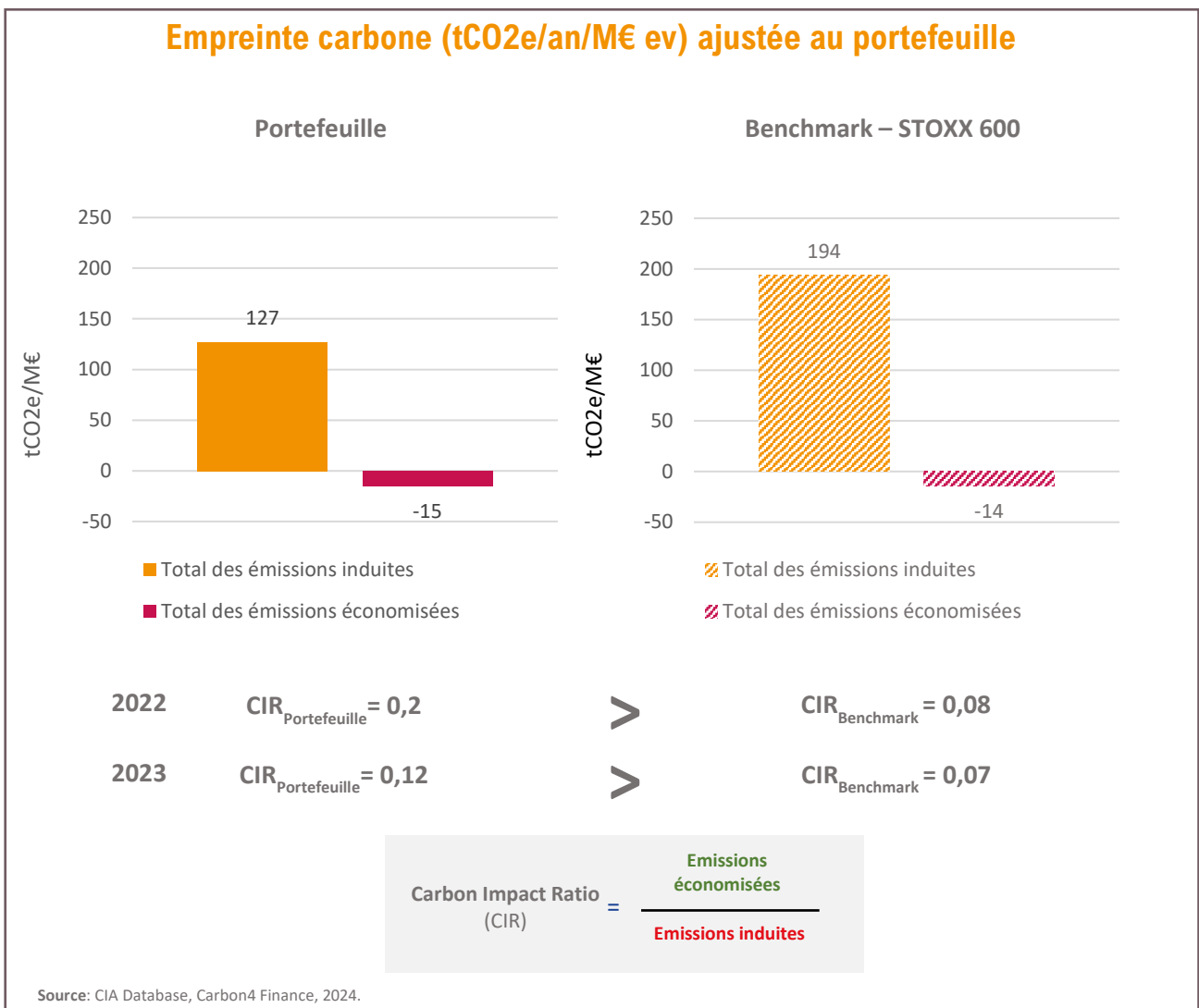
Le périmètre de l'analyse Climat s'étend à l'ensemble des émetteurs publics et privés du portefeuille. Les fonds non-transparisés sont exclus de l'analyse.

La grande majorité des investissements sont effectués dans des entreprises dont le siège social se situe en Europe de l'Ouest.

COUVERTURE CIA DU PORTEFEUILLE

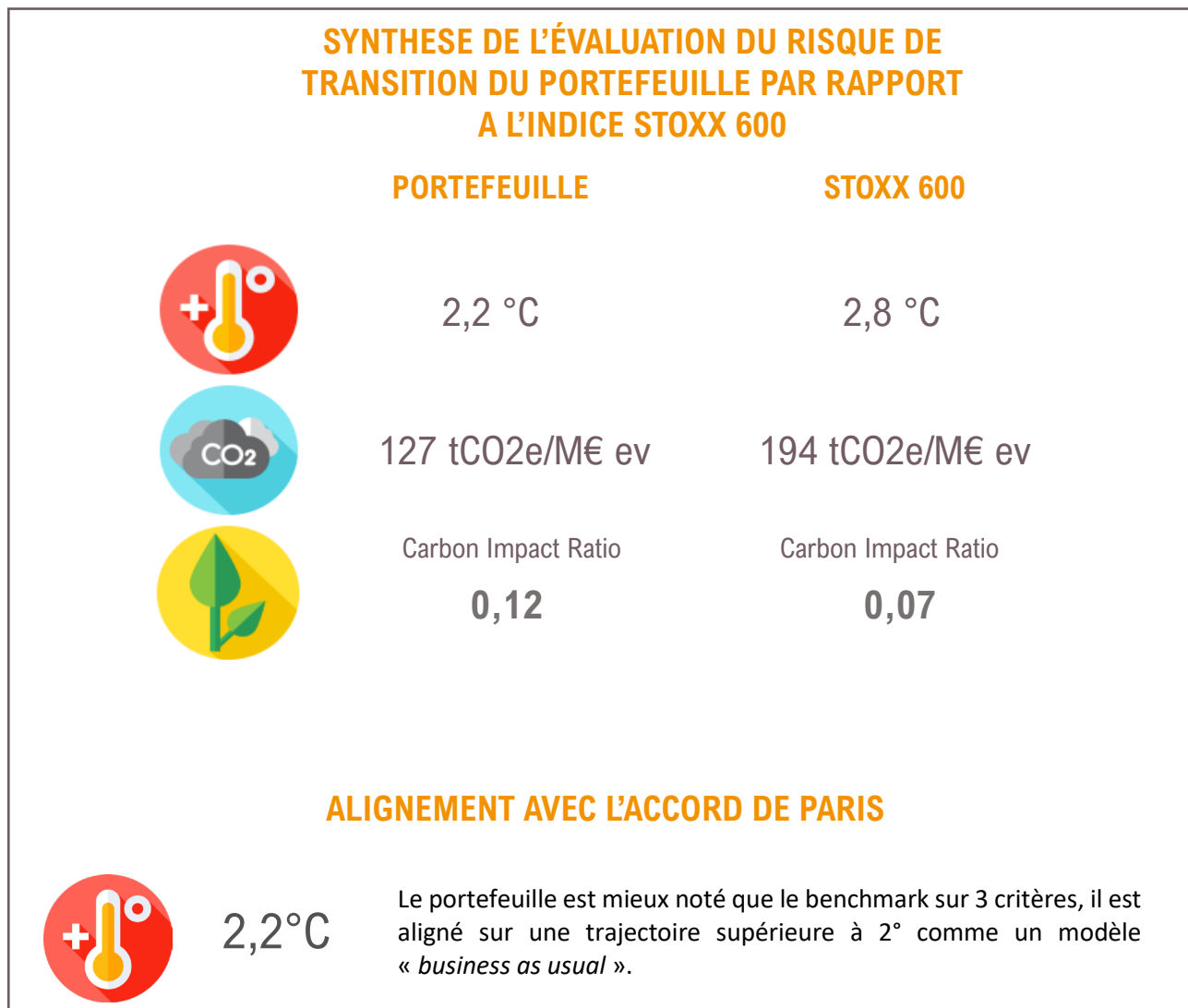
Le taux de couverture du portefeuille d'émetteurs privés et publics couvert par la **méthodologie Carbon Impact Analytics (CIA) de Carbon4 Finance** est de **68%**. Pour les émetteurs couverts :

- **66,4%** sont couverts par la **méthode bottom-up**, qui estime des émissions Scopes 1, 2 & 3 et évalue la stratégie future de l'entreprise ;
- **33,6%** sont couverts par une **méthode simplifiée**, utilisant les émissions Scopes 1 & 2 reportées si disponibles, sinon les émissions sont recalculées via des moyennes sectorielles.



Le CIR fournit des informations sur la **contribution réelle d'une entreprise ou d'un portefeuille à la transition énergétique**. Les émissions économisées ne peuvent être soustraites des émissions induites (car celles-ci ne sont pas un indicateur physique mais représentent la différence entre les émissions induites par une entreprise et un scénario de référence).

Un portefeuille ayant un CIR plus élevé que le benchmark indique qu'il a une meilleure contribution à la transition énergétique.



La trajectoire de température du portefeuille à horizon 2100 est de +2,2 °C en 2023 par rapport à l'ère préindustrielle. Le portefeuille n'est pas aligné aux Accords de Paris, mais il en est bien plus proche que son indice de comparaison. L'objectif quantitatif d'émissions de GES à horizon 2030 est abordé dans le chapitre IX « Plan d'amélioration continu » du présent rapport.

La section portant sur l'analyse Climat a été établie à partir de données produites par la société Carbon4Finance (C4F). Ces données ne doivent en aucune manière être reproduites, utilisées, modifiées ou publiées de quelque manière que ce soit sans l'accord écrit de la société C4F. Les données sont fournies « en l'état » sans qu'aucune garantie, expresse ou tacite, ne soit donnée. En particulier, aucun élément contenu dans cette publication ne doit être interprété comme une déclaration ou une garantie, expresse ou implicite, concernant la pertinence d'investir ou d'inclure des sociétés dans des univers et/ou des portefeuilles. La responsabilité de C4F ne saurait être recherchée pour toute erreur ou omission ou pour tout dommage découlant de l'utilisation de la présente publication et/ou des données qu'elle contient, de quelque manière que ce soit.

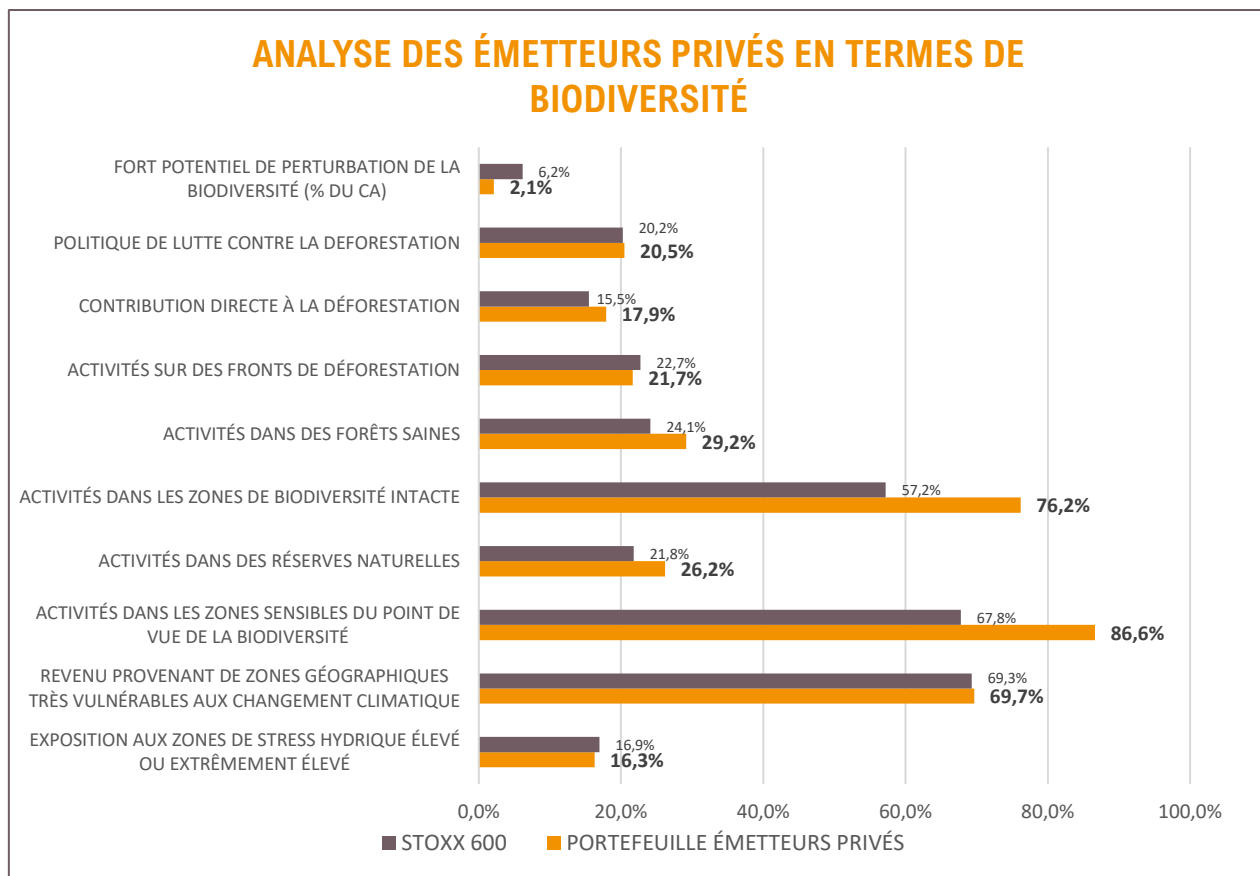
VII. ALIGNEMENT BIODIVERSITÉ

EAU, DÉFORESTATION ET BIODIVERSITÉ

L'analyse porte sur les quatre critères suivants :

1. Identification des activités de la société exposées à des zones où le pourcentage total de l'eau prélevée est élevé ou extrêmement élevé. Elles sont identifiées par MSCI ESG à l'aide de l'outil *Aqueduct Water Risk Framework* de l'Institut des Ressources Mondiales.
2. Identification des entreprises susceptibles de contribuer directement à la perte de biodiversité en fonction de la nature de leurs activités et si au moins trois actifs physiques sont situés dans un rayon de 1,5 kilomètre autour d'une zone considérée comme sensible sur le plan de la biodiversité. Quatre catégories de zones sensibles du point de vue de la biodiversité sont considérées :
 - Forêt saine ;
 - Zones de biodiversité intacte ;
 - Zones prioritaires pour la conservation ;
 - Fronts de déforestation.
3. Pour identifier une entreprise qui possède des actifs physiques dans une zone sensible à la biodiversité, les données de localisation des actifs et l'exposition géographique sont combinées pour obtenir des mesures au niveau du site, qui sont agrégées au niveau de l'émetteur.
4. Identification des entreprises ayant une politique de lutte contre la déforestation.

Evaluation de l'exposition aux risques physiques. Il retranscrit les risques climatiques d'une zone géographique face aux vulnérabilités et externalités négatives. Les entreprises peuvent être exposées dans certaines zones à de fortes intempéries, des inondations, des épisodes de sécheresse intense ou encore des incendies. Il est donc important d'analyser les risques du dérèglement climatique sur les entreprises.



La définition d’une trajectoire à horizon 2030 pour la préservation de la biodiversité, et le calcul de l’empreinte biodiversité sont abordés dans le chapitre IX « Plan d’amélioration continu » du présent rapport.

VIII. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

Les risques sont des évènements ou situations dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance (ESG) qui s’ils surviennent, pourraient avoir un impact négatif important, réel ou potentiel, sur la valeur d’un investissement. Ils relèvent de deux catégories, risque financier et risque d’image.

Par manque de données et d’outils disponibles, la société de gestion du Groupe Prévoir n’est pas en mesure de quantifier l’impact financier des risques sur son portefeuille. Une veille permanente est effectuée sur les outils et méthodologie qui pourraient permettre l’évaluation de l’impact financier des risques ESG.

Toutefois, les risques sont suivis par le biais de la notation ESG pour les actifs détenus dans les fonds article 8, l’élargissement progressif de ce suivi à l’ensemble des actifs gérés est à l’étude. Cela vise à réduire l’exposition aux principaux risques en matière ESG. La fréquence de revue du cadre de gestion des risques en la matière est annuelle.

Ces risques sont principalement de nature suivante :

Les risques environnementaux et liés au changement climatique :

- **Les risques physiques** provoqués par le changement climatique (sècheresse, fortes intempéries, incendies, inondations, etc.)
- **Les risques de transition** résident des ajustements effectués en vue d'une transition (évolution réglementaire, abandon de certaines activités ...).

Les risques sociaux et sociétaux concernent l'analyse de la relation de l'entreprise avec ses parties prenantes : employés, clients, fournisseurs, société civile. Il inclut notamment la protection des salariés en matière de santé et de sécurité, la lutte contre les discriminations, le respect des droits humains au sein de la chaîne d'approvisionnement ou encore l'approche philanthropique de l'entreprise, ses relations avec les communautés locales, la satisfaction client...

Les risques liés à la gouvernance incluent notamment la compétence de l'équipe dirigeante de l'entreprise, la rémunération des dirigeants, la composition du conseil d'administration...

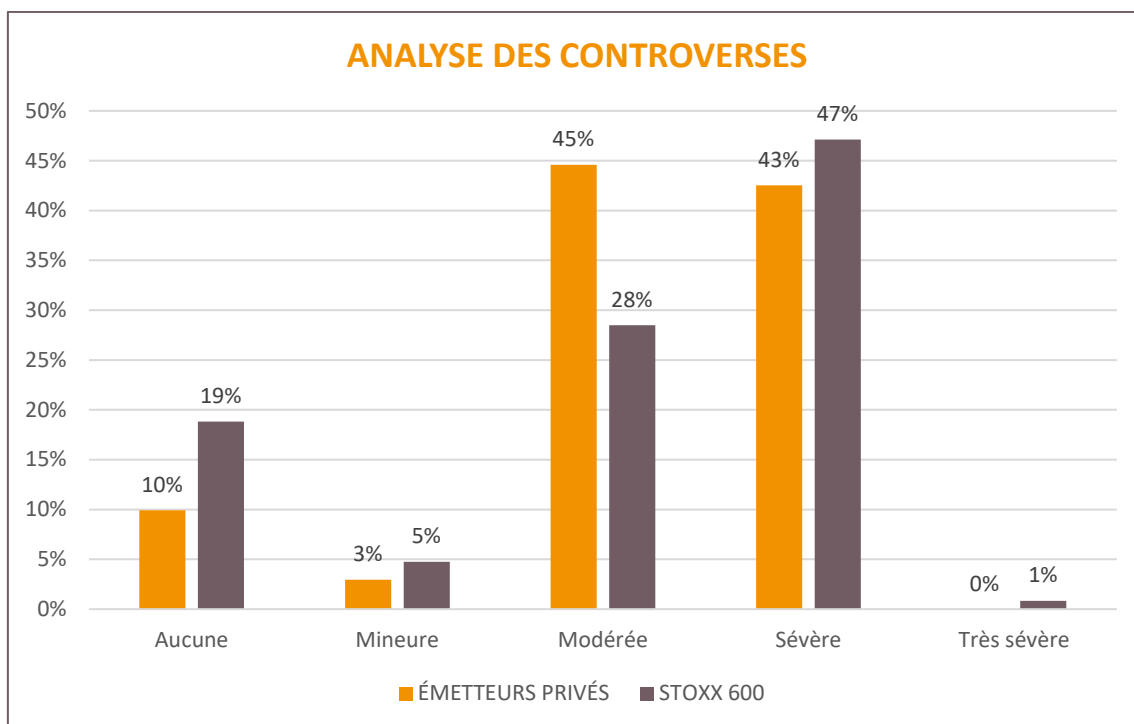
Les risques de controverse sont diffus et difficiles à évaluer, ils peuvent inclure des pratiques commerciales contestées, des violations de la loi, des scandales financiers, des problèmes environnementaux ou sociaux, ou d'autres difficultés qui pourraient compromettre la crédibilité ou la durabilité de l'entreprise.

Dans le cadre de sa démarche ESG, elle prend en compte ces risques à 3 niveaux :

- La charte ESG de Prévoir Asset Management prévoit des exclusions normatives et sectorielles ainsi qu'une gestion des controverses ; Le détail des exclusions est disponible sur le site internet de la société : <https://www.sgprevoir.fr/charte-esg/>,
- Des exigences minimales en matière de gouvernance,
- Une analyse pré investissement formalisée pour les fonds relevant de l'article 8 de la réglementation SFDR.

Dans le cadre du présent rapport, une analyse des controverses sur les émetteurs privés en portefeuille a également été réalisée. Les controverses sont classées par MSCI suivant leur degré de gravité selon la grille d'analyse suivante

SÉVÉRITÉ	TYPE
Très sévère	Structurelle
Très sévère	Non-structurelle
Sévère	Structurelle
Sévère	Non-structurelle
Modérée	Structurelle
Modérée	Non-structurelle
Mineure	Structurelle
Mineure	Non-structurelle
Aucune	-



IX. PLAN D'AMÉLIORATION CONTINUE

Le Groupe PRÉVOIR est un investisseur orienté sur le long terme convaincu que la prise en compte de critères ESG pertinents dans ses décisions d'investissements contribuera à l'amélioration de ses performances.

Investisseur responsable, le Groupe a pleinement conscience de l'importance croissante des préoccupations environnementales et sociales. Un grand nombre d'étapes ont été franchies dans la mise en place d'une stratégie ESG, à travers sa société de gestion, comme détaillé dans ce rapport.

A ce jour toutefois, n'ont pu être réalisées les actions suivantes :

- La définition d'une trajectoire à horizon 2030 pour la préservation de la biodiversité et le calcul de l'empreinte biodiversité.

Il sera possible de définir une trajectoire pour la préservation de la biodiversité à l'horizon 2030 quand un scénario de référence et des moyens pour y parvenir aura été défini. L'objectif est fixé en référence à un scénario mondial qui aura été retenu.

En 2010, la COP10 avait adopté les 20 objectifs d'Aichi pour la période 2010-2020. 4 objectifs seulement ont été atteints partiellement. La COP15, commencée depuis 2020 et toujours en cours en 2022, cherche à réactualiser les objectifs d'Aichi pour la période 2020-2030. Un scénario a été ébauché par la COP15 qui suggère de ne plus perdre de la biodiversité après 2030. Cependant, ce scénario n'a pas encore été ratifié par les parties de la convention.

Concernant les moyens pour parvenir à cette trajectoire, la société pourra suivre les étapes recommandées par le *Science-Based Targets for Nature (SBTN)* que sont l'évaluation et le filtrage, comprendre et mettre des priorités, mesurer et déclarer, agir et faire un suivi. Le présent rapport permet d'esquisser une réponse pour l'étape mesurer et déclarer. Mais cette analyse repose sur des extrapolations sectorielles et les informations collectées directement et communiquées publiquement sur cet enjeu par les entreprises sont encore très limitées.

Pour conclure, le Groupe PRÉVOIR a besoin d'avoir un scénario mondial de référence, de voir s'améliorer la précision des indicateurs et de voir progresser les trois autres étapes recommandées par le SBTN pour définir une trajectoire de préservation de la biodiversité à l'horizon 2030.

- Aucun objectif de réduction des gaz à effet de serre à horizon 2030 n'a été établi dans le présent rapport.

En effet, le Groupe PRÉVOIR juge que l'exhaustivité des objectifs communiqués par les entreprises peut être améliorée. Il reste convaincu que l'amélioration de la qualité et de la crédibilité des objectifs communiqués par les entreprises dans les prochaines années permettra d'établir une trajectoire cohérente.

- Les données ESG du présent rapport sont soit des données réelles soit des données estimées, il n'a pas été possible de les distinguer. L'objectif est d'améliorer les données communiquées, le temps que les méthodologies se stabilisent et que les données soient disponibles, plus précises et plus fiables.

GLOSSAIRE

Actifs financiers : Un actif financier est un titre ou un contrat, la plupart du temps transmissible et négociable, qui confère à son détenteur des revenus ou un gain en capital.

ESG : Acronyme utilisé par la communauté financière pour désigner les critères Environnementaux, Sociaux et de qualité de Gouvernance, qui constituent les trois piliers de l'analyse extra-financière.

Empreinte carbone : L'empreinte carbone est un indicateur qui vise à mesurer l'impact d'une activité sur l'environnement, et plus particulièrement les émissions de gaz à effet de serre liées à cette activité. Elle peut s'appliquer à un individu (selon son mode de vie), à une entreprise (selon ses activités) ou un territoire (source : Carbo). L'empreinte carbone est calculée selon la formule suivante :

$$\frac{\sum_i \left(\frac{\text{valeur actuelle de l'investissement}_i}{\text{valeur d'entreprise de la société}_i} \times \text{émissions de GES de niveau 1, 2 et 3 de la société}_i \right)}{\text{valeur actuelle de tous les investissements (MioEUR)}}$$

Risque en matière de durabilité : un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Facteurs de durabilité : il s'agit des questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Intensité carbone : L'intensité en carbone est le rapport des émissions de CO2 à la production de l'entreprise. L'intensité carbone des sociétés bénéficiaires d'investissements est calculée selon la formule suivante :

$$\sum_n^i \left(\frac{\text{valeur actuelle de l'investissement}_i}{\text{valeur actuelle de tous les investissements (MioEUR)}} \times \frac{\text{émissions de GES de niveau 1, 2 et 3 de la société}_i}{\text{chiffre d'affaires (MioEUR) de la société}_i} \right)$$

Part verte : Part des investissements alignée à la Taxonomie européenne.

Part brune : Part des investissements exposés à l'exploitation du charbon thermique, de pétrole ou de gaz.

Emissions de gaz à effet de serre (GES) : gaz originellement présents dans l'atmosphère, dont les émissions actuelles sont liées à l'activité humaine. Les émissions de GES sont calculées selon la formule suivante :

$$\sum_n^i \left(\frac{\text{valeur actuelle de l'investissement}_i}{\text{valeur d'entreprise de la société}_i} \times \text{émissions de GES de niveau (x) de la société}_i \right)$$

Scope : permet d'identifier une source d'émission carbone.



**Prévoir-Vie – Groupe PREVOIR –
19 rue d’Aumale, 75009 Paris**

Entreprise régie par le code des assurances

Société anonyme au capital de 81 000 000 € • 343 286 183 RCS Paris

**Société Centrale Prévoir – Groupe PREVOIR –
22, rue Rochefoucauld, 75009 Paris**

Société anonyme au capital de 103 122 255 € - 572 084 028 RCS Paris